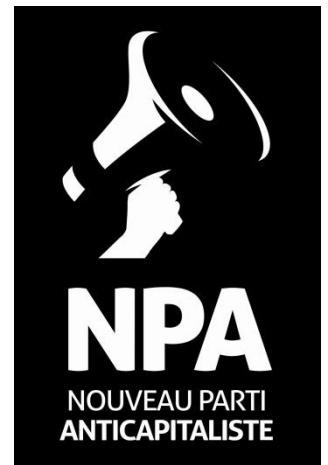


PRECARITE ET CRIMINALISATION DE LA JEUNESSE : IMPOSER UNE AUTRE POLITIQUE !



La valse folle du système capitaliste nous entraîne toujours plus dans une crise généralisée : économique, sociale, écologique, psychologique. La dégradation des conditions de travail et le chômage massif, la baisse du niveau de vie, les problèmes d'accès au logement et à la santé paupérisent de plus en plus de monde, en particulier dans la région parisienne. Dans ce contexte, les mots d'ordre « rapidité, évaluation, rentabilité, sécurité » enserrant en premier lieu les jeunes, particulièrement dans les couches populaires.

Déstabilisés par les difficultés familiales, par la dégradation et la marchandisation des services publics nationaux (en premier lieu l'éducation) ou locaux, par la marginalisation des quartiers les plus populaires ; premiers touchés par le chômage et la hausse vertigineuse de la précarité des emplois, les jeunes sont aussi toujours plus stigmatisés, criminalisés, harcelés par un système policier, victimes du racisme et du soupçon permanent de « délinquance sociale » - jusqu'à dans leur accès aux loisirs. C'est leur avenir qu'on sacrifie !

Le gouvernement Sarkozy a poussé cette politique anti-jeunes très loin, mais il est à craindre que la poursuite de la crise se traduise par un maintien des logiques précédentes quel que soit le pouvoir en place : il est tellement plus facile à nos gouvernants de désigner des boucs émissaires - les immigrés, les jeunes, les fonctionnaires, etc... - que de s'attaquer aux vrais puissants...

Cela ne peut pas continuer comme ça. Il est plus que temps de prendre à bras le corps ces problèmes, de se révolter et d'imposer que la politique serve au plus grand nombre et non à garantir le profit de quelques uns.

Alors :

- **Quelles sont les répercussions de la crise sur la situation des jeunes les plus en difficulté ? Quels moyens sont alloués aux institutions pour leur éducation ?**
- **Quelles alternatives pour permettre un avenir à cette jeunesse ? Quelles lois sont à abolir, quelles mesures éducatives sont à prendre de toute urgence ? Comment relancer des quartiers conviviaux et solidaires ?**

Le NPA du 17^{ème} vous invite à une réunion publique

mercredi 23 mai à 19h

Librairie Résistances

4 villa Compoint, PARIS 17^{ème} (M° Guy Moquet)

avec Aurélie Philibert

éducatrice

candidate aux législatives dans la 3^{ème} circonscription